



SEPTEMBRE
2008

LETTRE
N°20

"Il ne peut y avoir Révolution que là où il y a Conscience"
Jean Jaurès

SOMMAIRE

Edito

Bataille idéologique –
Réflexion théorique
Compte rendu Atelier
« militer à
l'entreprise »
université d'été PCF

Initiatives – Brèves
Fête de l'humanité
2008
Rencontre avec les
salariés de la presse
sur le fête de
l'Humanité

Rencontre avec les
salariés de l'énergie
sur la fête de
l'Humanité
Industrie

AUTOMOBILE en
question

Du côté des
fédérations
Les communistes de
l'ALLIER à la conquête
du monde du travail

Chiffre – Repère
L'économie française
en récession

Vers LE congrès

« Gagner sa vie. » Le sens de cette expression familière est plus que jamais d'actualité. Actuellement, pour une très large majorité de personnes le combat quotidien se résume à préserver sa survie. Alors que 40% des français ne sont pas partis en vacances cet été, faute de moyens ; alors que dans les entreprises, les salariés revendiquent le droit à un salaire décent ; alors que des dizaines de milliers de familles subissent de plein fouet les augmentations de prix des produits de première nécessité et ne peuvent se loger décemment ; alors que le droit à la santé pour tous est bafoué par le déremboursement d'un grand nombre de médicaments...nos gouvernants n'hésitent pas à injecter 16.6 milliards d'euros pour venir en aide aux grands groupes financiers acteurs et responsables de leurs faillites par les dérives de leurs spéculations. **Et ils disent qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires !**

La société est devenue une véritable jungle, où le chacun pour soi bat son plein. La volonté délibérée du capitalisme à diviser pour mieux régner y prend toute sa force. Et pourtant, face à cela, il existe une véritable potentialité de riposte mais elle se heurte à l'absence d'une alternative à gauche. C'est de l'engagement du monde du travail sur le terrain politique sur la base de ses aspirations et de ses revendications que pourra être levées les contradictions qui empêchent la construction de cette alternative

Pour le PCF il n'y a pas de place à la résignation. Le scepticisme qui gagne les esprits peut être transformé par de l'espoir. Il n'y a pas de fatalité, il y a que des choix et des orientations politiques. Ces choix et ces orientations peuvent donc être changés.

Le 34^{ème} congrès du PCF abordera ces questions de choix sociétaux dont les impacts immédiats dans l'entreprise et dans vie quotidienne de chacun d'entre nous ne font que grandir. **Il y a urgence à s'organiser politiquement sur les lieux de travail**, le besoin s'en fait ressentir, partout et pour tous ceux qui veulent enfin que ça change.

Aurore HERNANDEZ
Membre du Conseil National

Contacts: Pierre Ferrand: 01.40.40.13.02 ou 06.89.75.67.35, pferrand@pcf.fr,
ou Richard Sheehan: rsheehan@pcf.fr, 01.40.40.11.20 – PCF- 2 place du Colonel Fabien – 75019 Paris

L'université d'été du PCF a mis à l'ordre du jour de ses travaux la question importante du militantisme à l'entreprise. A cet

atelier animé par **Gaetan Fernandez** membre de la commission nationale « activité communiste sur les lieux de travail » ont participé une trentaine de militants. Le débat a mis en évidence que cette question est au cœur de la bataille idéologique et politique que nous devons mener. D'abord, il n'existe pas de spontanéité en matière de transformation sociale et que la question de s'organiser pour atteindre cet objectif est en soi une question politique, et ensuite que, la question de notre activité sur les lieux de travail, notre militantisme à l'entreprise revêt un caractère de première importance dans le processus de préparation de notre prochain congrès, au moment où nous travaillons sur les conditions contemporaines de la lutte des classes, de la conscience de classe et tentons de ré-explorer le sujet de l'unité du salariat et des exploités. Nous mesurons donc dans ce cadre, combien cette question soit nécessaire d'être abordée en termes La conviction partagée est : **Que le monde du travail est l'un des principaux leviers de transformation de la société.**



Les libéraux font d'ailleurs de cette évidence, le terrain de leur bataille idéologique. L'évolution des techniques et de l'information dans les processus de travail ont ces dernières décennies bouleversent considérablement le lien social entre individus et même le rapport de ces mêmes individus au travail. Ces mutations des processus de travail, mettant en avant des organisations, plus petites, plus divisées, fondées sur l'initiative et l'autonomie des salariés, ont conduit à l'individualisation. De même, que les techniques de management, les politiques de qualité dans certaines entreprises, les groupes d'action et de progrès dans d'autres, donnent l'illusion aux cadres qu'ils ont, une implication décisive dans les orientations de l'entreprise. A y regarder de près, on peut dire que ces mutations n'ont été que les outils permettant aux libéraux d'avancer leur projet de société de libre concurrence. Règne du chacun pour soit et de l'accumulation des richesses, des connaissances et des pouvoirs, au nom bien sûr, de la rentabilité maximum. Il leur fallait casser la conscience de classe pour avancer un tel projet, car la conscience de classe, qui désigne le fait, que chaque classe sociale possède une certaine conscience de ce qu'elle peut accomplir. Et ce, par une prise de conscience des rapports sociaux de domination et d'exploitation. C'est dire si la conscience d'appartenir à une classe porte en elle l'exigence de changement.

Inadmissible pour les libéraux !

Les lieux de travail sont bien au cœur de l'affrontement des classes, c'est bien là que prend essentiellement naissance les mutations de la société. Ils sont le nœud de la contradiction Capital/Travail. La crise du capitalisme et ses développements y trouvent leur source dans ses effets les plus dramatiques à une échelle devenue maintenant planétaire. Les lieux de travail sont aussi des lieux où se structure la pensée et pour une part importante les comportements électoraux qui en sont issus. Ces lieux ont considérablement changé, ce ne sont pas seulement « l'atelier aux fortes traditions de luttes », ce sont des ateliers, des bureaux, bien plus nombreux où ces traditions n'existent pas. Ce sont les hôpitaux, les administrations, les lycées et les universités, les banques, les grands centres commerciaux, les zones d'activités où se côtoient PME, PMI et MICRO entreprise et grandes entreprises, où des millions de salariés souvent soumis à la précarité sont concentrés.

Ce qui nous conduit à dire que non seulement la présence et l'activité politique dans l'entreprise (qui sont des droits démocratiques qui reste à conquérir) sont d'un indispensable apport à la conscience de classe nécessaire au monde du travail, mais devienne décisif si on se place dans la perspective de la transformation sociale. Les lieux de travail, dans la perspective politique qui est la nôtre, se révèlent le lieu primordial du mouvement des idées et de la construction de majorité d'opinion. C'est là que ce construit aussi les rassemblements. Lesquels ne saurait se réduire à l'union dans l'action des travailleurs pour leurs revendications. Dans ce processus, le militantisme à l'entreprise a un rôle politique et idéologique propre que personne ne peut jouer à sa place. Militer à l'entreprise, c'est donc dans un même mouvement, dans le dialogue et l'action aider à faire grandir chez les salariés la conscience des causes et des responsables des difficultés, c'est faire grandir dans les têtes qu'il existe des solutions pour s'en sortir et du même coup c'est combattre idéologiquement la fatalité en faisant reculer la fausse idée qu'un autre monde ne serait pas possible.

Faire de la politique à l'entreprise ne consiste pas à mieux traiter les problèmes tel que les salaires, les conditions de travail comme le ferait un super syndicaliste. Mais c'est traiter au plus près, dans la proximité, tous les problèmes que vivent les salariés, comme par exemple le logement, la santé, l'école, les questions internationales. Quand nous faisons cela nous faisons vivre au plus près des réalités des travailleurs la perspective pour un changement de politique, de pouvoir et de société. Nous avons à mener donc, de front et à faire le lien permanent entre la bataille politique et idéologique avec la question du rassemblement. C'est une donnée clef de la transformation sociale ; « la construction du rassemblement du monde du travail ». Mais ce rassemblement ne peut exister que si en même temps nous travaillons une majorité d'opinion. D'où nous sommes confrontés à traiter de ce qui fait société et sens. Il faut expliquer les dégâts du capitalisme car le monde du travail ressent que cela ne peut pas durer comme ça. Montrer les possibles à partir des souhaitables.

Fête de l'humanité cuvée 2008

Fête de l'Humanité populaire et festive, combative et inventive, qui donne du courage et de l'espoir. La 73e édition de la Fête de l'Humanité a été un merveilleux succès. Des dizaines de milliers de salariés présents ont débattu, réfléchi et pris des décisions pour mener encore et toujours mieux notre combat. La commission nationale « activité sur les lieux de travail » a été fortement sollicitée. SNCF, ambition 2012 : développement ou éclatement », débat qui a opposé Guillaume Pepy, président de la SNCF, et Didier Le Reste, secrétaire général de la fédération CGT des cheminots. Avec des salariés de la Défense, Avec les syndicalistes sur les questions les défis du syndicalisme au XXIe siècle. Avec les salariés et syndicalistes de la poste traitant la question « Comment gagner la bataille contre la privatisation ? ». Avec les salariés de la RATP débattant sur le thème « L'entreprise publique: Un concept dépassé ou une idée d'avenir? ». Avec les salariés sans papier. Avec les salariés de Citroën Aulnay sur le thème des enjeux d'emploi et de développement durable, quel avenir pour l'industrie automobile? ». Avec les salariés de Peugeot et la rencontre avec le réseau Renault. Avec les salariés du livre et multimédia.

Rencontre des salariés de la presse le Jeudi 11 septembre

sur la fête de l'humanité en présence de la commission nationale « activité sur les lieux de travail » Une trentaine de salariés de la presse se sont rassemblés sur le stand de VITRY



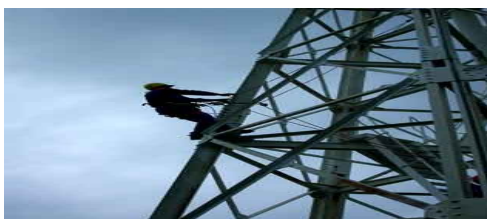
Après l'introduction, le débat a porté sur le besoin crucial de retrouver le lien politique à l'entreprise. Le secteur est touché par des bouleversements liés à l'éruption des nouvelles technologies de l'information, de la communication et une précarisation prégnante. La bataille idéologique y est importante, les réorganisations des productions ont aussi été un moyen pour le patronat d'affaiblir les organisations ouvrières, qu'elles soient politiques ou syndicales. D'où le constat : Dans cette bataille, il y a une vraie nécessité de débat politique. Le secteur de la presse est au cœur d'enjeux politique et économique considérable. Les états généraux de la presse prévue à l'automne en France s'inscrivent pour le pouvoir dans sa volonté de renforcer leurs champions, et amis BOLLORE, LAGARDERE, DASSAULT, BOUYGUE, dans la compétition que se livrent les grands groupes de média dans le cadre de la mondialisation.

Pour les démocrates dont nous sommes, il y a urgence à affirmer fortement la spécificité des produits que nous réalisons. Les idées, la presse, les médias ne peuvent et ne doivent pas être livrés à la seule loi du marché. C'est un enjeu de société et un enjeu de démocratie. **Il est convenu par les participants d'une rencontre nationale pour commencer à construire l'intervention politique dans les entreprises du secteur**

Rencontre des salariés des industries IEG le Samedi 13 septembre

Défi relevé pour le collectif énergie du PCF.

Plus de 100 militants du PCF de l'énergie ont profité de la fête de l'Huma pour se fixer rendez vous à 11h au stand du Rhône en présence de la commission nationale « activité sur les lieux de travail » pour une rencontre conviviale. Dans une courte introduction, Eric Roulot, a appelé les militants à se retrousser les manches pour réintroduire la politique au cœur du débat avec les salariés. Il a insisté sur les limites de l'action syndicale pour changer les choses de manière profonde et durable. Les témoignages spontanés qu'ont suscités ces propos confirment que nous sommes dans un regain d'intérêt pour la politique et que le PCF peut devenir, au sein de ces entreprises, une force puissante qui compte réellement.



Afin de pousser l'avantage les participants se sont engagés à distribuer un tract pour appeler les salariés, les syndicalistes à s'engager pour renforcer ce parti. Les échanges se sont poursuivis autour d'un kir gentiment offert par la fédération du Rhône.

Industrie AUTOMOBILE en question

Renault supprime 6.000 emplois. Projet de suppression de 6.000 emplois présenté par la direction. L'automobile au sens large assurait encore en France l'emploi de 2,46 millions de personnes fin 2007, soit 10% environ de la population active du pays. Mais ce chiffre ne doit pas masquer une forte dégradation: entre 2000 et 2007, l'industrie automobile au sens strict (sans les emplois induits) a connu une baisse de 14,3% de ses effectifs, passant de 321.000 à 275.000 salariés, selon le CCFA (constructeurs automobiles).

General Motors envisage la cession de son usine de boîtes de vitesses située dans l'Est de la France. Quelque 1.260 salariés sont concernés.

Outre Strasbourg, d'autres " études stratégiques " seront menées dans le monde. Depuis 2005, le constructeur, dont Merrill Lynch a affirmé au début de l'été qu'une faillite n'était pas impossible, est en restructuration permanente. IL a terminé en juin un plan de réduction d'effectifs de 19.000 personnes. Sur trois ans.

Le 9 octobre: Mondial de l'automobile

Du 4 au 19 octobre se déroulera à Paris Porte de Versailles l'édition 2008 du salon de l'auto.

Derrière la superbe vitrine commerciale et technologique se cachent des enjeux considérables concernant la filière. L'automobile va connaître des mutations profondes, nouvelles technologies, nouveaux moteurs, voiture propre... afin de répondre à un développement durable en matière de déplacements. Elle doit assurer un besoin de transport individuel et familial. Contrairement aux dispositions qui sont prises par les constructeurs avec des suppressions d'emplois considérables et une intensification du travail il convient de lui donner une autre place dans le paysage industriel. Cette industrie de pointe avec sa recherche jouent un rôle essentiel pour répondre aux défis de l'avenir. Nous préparons un tract national. Il sera distribué à 500.000 exemplaires, chez les constructeurs, les équipementiers et les populations.



Nous aurons un temps fort le Jeudi 9 octobre : Conférence de presse sur les sites de production et au salon de l'auto avec les élus communistes et Marie-George Buffet

Du côté des fédérations

Les communistes de l'ALLIER à la conquête du monde du travail

Dépasser la colère pour agir ensemble pour une autre politique qui reconnaisse le travail au cœur d'un développement durable et viable pour les hommes et les territoires. Le monde du travail et de la création doit retrouver toute sa place dans l'action politique, y compris au sein même des entreprises. Notre Ambition c'est d'être utile à ouvrir l'espoir à gauche et d'aider à construire des dynamiques de rassemblement majoritaire qui changent la vie dans l'action et la conquête de pouvoirs nouveaux. Les communistes de l'Allier proposent d'en débattre avec les actrices et les acteurs du monde du travail du bassin montluçonnais.

Augmenter les salaires, une exigence urgente, pour reconnaître le travail

Au cœur des territoires et pour celles et ceux qui y vivent, rendre socialement responsables les entreprises

Quelle action politique communiste avec le monde du travail en Allier ?

Rencontre avec Richard SHEEHAN Dirigeant national, animateur de l'action du PCF en direction du monde du travail le **mardi 30 septembre 2008 à Montluçon**

Chiffres

Repères

Décidément, le capitalisme est indécrottable

L'économie française en récession.

La production et la demande intérieure baisse. Le chômage repart à la hausse. Le déficit commercial de la France, qui



était déjà de 40 milliards d'euros en 2007, s'aggrave. « **Sur la période de juin 2007 à juin 2008, il dépassait les 50 milliards** ». Cette nouvelle crise fait suite aux crises : Mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), argentine (2001), crise de la nouvelle économie (2000). A chaque fois, elles sont utilisées pour justifier les attaques à répétition contre les retraites, les 35 heures, les droits et les conditions de travail, les services publics, l'Education et la Sécurité Sociale. Normal, l'idéologie capitaliste basée sur la promesse d'enrichissement perpétuel des détenteurs de patrimoine financier est fondée sur la détérioration des acquis sociaux. **Dans le même temps 100.000 personnes seulement, selon Merill Lynch, disposent d'avoirs financiers équivalents au quart du PIB mondial, soit près de 15 000 milliards de dollars (10 601 milliards d'euros).**